



ARRÊTÉ

portant ouverture d'une consultation du public
sur une demande relative à une installation classée
pour la protection de l'environnement soumise à enregistrement
EARL HILLION à Moustèru

Le préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment les livres I et V et ses annexes ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 30 mars 2022 portant nomination de M. Stéphane ROUVÉ, préfet des Côtes d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 juin 2022 portant nomination de M. David COCHU, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 mai 2023 portant nomination de Mme Emeline BARRIERE, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2101-2, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 12 juin 2023 portant délégation de signature à M. David COCHU, secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 16 juillet 1993, au nom de Anaïg DANIEL, modifié le 5 mars 2015 au nom de l'EARL HILLION dont le siège social est situé au lieu-dit « Kerhir » à Moustèru, l'autorisant à exploiter à cette adresse, un élevage porcin de 1429 animaux équivalents ;
- Vu** la demande présentée le 11 mars 2024 par l'EARL HILLION en vue d'effectuer :
 - la restructuration de l'élevage porcin avec augmentation des effectifs soit 2434 animaux équivalents et la mise à jour du plan d'épandage ;
- Vu** l'avis de l'inspecteur de l'environnement du 16 avril 2024 ;

Considérant que l'installation, soumise à enregistrement sous la rubrique 2102-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, fait l'objet d'une procédure susceptible d'aboutir à un arrêté d'enregistrement assorti, le cas échéant, de prescriptions particulières ;

Article 4 : Affichage de la consultation

Le présent arrêté et l'avis au public sont affichés à la mairie de Moustéru et dans les mairies de Grâces, Louargat, Tréglamus et Coadout, quinze jours au moins avant le début de la consultation du public, soit du 9 mai 2024 et jusqu'au 21 juin 2024.

L'avis au public est affiché en permanence sur le site d'implantation du projet par les soins de l'exploitant conformément aux modalités d'affichage fixées par l'arrêté ministériel du 16 avril 2012 et mis en ligne sur le site internet de la préfecture.

Un avis est publié, aux frais du demandeur, dans deux journaux, Ouest France et le Télégramme, quinze jours avant le début de la consultation du public.

Article 5 : Avis des conseils municipaux

Un exemplaire du dossier d'enregistrement est transmis pour avis aux conseils municipaux de Moustéru, Grâces, Louargat, Tréglamus et Coadout.

Ne peuvent être pris en compte que les avis adressés à la direction départementale de protection des populations au plus tard quinze jours après la fin de consultation du public.

Aussi, les délibérations des conseils municipaux des communes de Moustéru, Grâces, Louargat, Tréglamus et Coadout et les certificats d'affichage du présent arrêté doivent être adressés au plus tard le 6 juillet 2024 à la direction départementale de protection des populations.

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le sous-préfet de Guingamp, les maires de Moustéru, Grâces, Louargat, Tréglamus, Coadout et la directrice départementale par intérim de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être affichée sur le site de l'exploitation.

Saint-Brieuc, le 22 AVR. 2024

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



David COCHU

